IEDOM
BANQUE DE FRANCE-EUROSYSTÈME EN OUTRE-MER

Novembre 2026

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Troisième trimestre 2026

Agence de Saint-Pierre-et-Miquelon

Au troisième trimestre 2026, l'augmentation des prix à la consommation sur un trimestre a nettement décéléré par rapport au trimestre précédent. Mais pour le deuxième trimestre consécutif, l'inflation sur un an est demeurée à un niveau élevé, comparable à ceux observés entre 2023 et 2024.

Depuis le début de l'année, les importations de biens de consommation destinés aux ménages ont diminué, principalement en raison du recul des importations de véhicules. En parallèle, les importations de biens d'équipement ont progressé de manière soutenue, alors même que l'encours des crédits d'investissement demeure orienté à la baisse.

Au niveau sectoriel, les prises de pêche ont enregistré un net rebond au troisième trimestre grâce à la reprise de la pêche au concombre de mer. Au cours de la période, bien que la fréquentation touristique étrangère hors croisiéristes ait légèrement progressé, elle n'a pas compensé les baisses observées au cours des trimestres antérieurs ; sur les neuf premiers mois de l'année, la fréquentation reste ainsi en retrait par rapport à la même période de 2025. Enfin dans le secteur du BTP, le dynamisme de certains chantiers privés, notamment avec le nouveau village de Miquelon, a contribué à la forte progression des importations de menuiseries, qui atteignent un niveau inédit depuis dix ans.

Un troisième trimestre marqué par une nouvelle hausse des prix

La progression de l'indice des prix à la consommation ralentit sur un trimestre

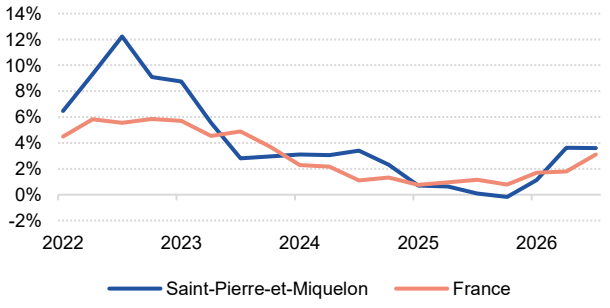
Au troisième trimestre 2026, l'indice des prix à la consommation (IPC) a continué de progresser, mais à un rythme sensiblement inférieur à celui observé au trimestre précédent (+0,21 %, après +2,52 % au deuxième trimestre). Cette évolution résulte principalement de la hausse des prix des biens et services divers, en particulier des assurances, de l'augmentation de l'électricité consécutive à la revalorisation du tarif réglementé intervenue au 1er août, ainsi que des loyers d'habitation.

À l'inverse, le carburant a contribué négativement à l'évolution de l'IPC, du fait de la baisse du tarif administré de l'essence décidée en juillet 2026 dans l'archipel. Par ailleurs, les prix des produits alimentaires se sont inscrits en léger recul (-0,22 %), principalement sous l'effet de la diminution des prix des légumes après deux trimestres de forte hausse. Le bon niveau des récoltes au Canada a en effet contribué à détendre les prix de certains produits frais.

En glissement annuel, la progression de l'indice des prix à la consommation s'est maintenue à 3,6 %, un niveau identique à celui observé au trimestre précédent. Cette évolution demeure principalement portée par la hausse des prix de l'énergie (+17,3 %) et des produits alimentaires (+2,8 %). L'inflation enregistrée dans l'archipel reste ainsi supérieure à celle observée au niveau national (3,1 %).

Au cours de la période, l'euro s'est maintenu à un niveau favorable, à 1,61 dollar canadien en moyenne.

Indice des prix à la consommation
(variation en glissement annuel)



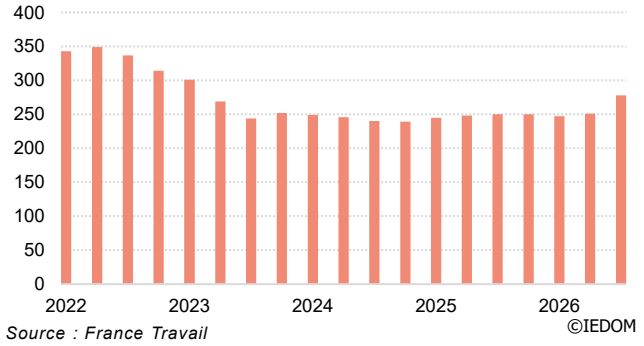
Sources : Insee, Préfecture

©IEDOM

Le marché du travail reste favorablement orienté

Au troisième trimestre 2026, le marché du travail est demeuré globalement bien orienté, France Travail a recensé 278 offres d'emploi sur l'archipel contre 250 un an auparavant.

Offres d'emploi
(en cumul annuel glissant)



Source : France Travail

En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, s'est établi à 168 en moyenne au troisième trimestre, en baisse de 5,1 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a également légèrement diminué, passant de 76 en septembre 2025 à 73 en septembre 2026.

Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires de minima sociaux est resté globalement stable depuis le début de l'année 2026, en moyenne à 43 bénéficiaires au cours des deux premiers trimestres, il a légèrement reculé à 41 au troisième trimestre. Cette diminution résulte principalement de l'évolution du nombre de bénéficiaires de la prime d'activité, dont l'effectif moyen est passé de 35 au premier trimestre à 33 au deuxième, puis à 31 au troisième trimestre.

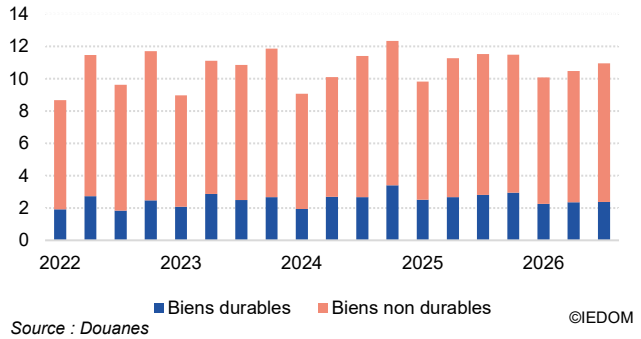
Les importations de biens de consommation sont en repli

Au troisième trimestre 2026, les importations de biens de consommation destinés aux ménages ont diminué de 4,9 % en glissement annuel. Cette évolution s'explique principalement par le net recul des importations de biens durables, qui enregistrent une baisse de 15,7 % sur la période.

La même tendance est observée en cumul depuis le début de l'année. Les importations de biens de consommation se contractent de 3,3 % par rapport à la même période de 2025, alors que les importations de biens durables se replient de 12,7 %. Cette diminution est principalement imputable à la baisse des importations de véhicules de tourisme (-13,7 %). Une baisse des ventes de véhicules de tourisme neufs est observée depuis le début de l'année (-26,2 % en glissement annuel).

Les biens non alimentaires ont également enregistré une baisse de 3,3 % sur les neuf premiers mois de l'année. Les reculs les plus marqués concernent les produits de parfumerie et de cosmétique (-16,7 %) ainsi que les chaussures (-16,1 %). À l'inverse, les importations de biens alimentaires progressent de 1,4 %. Cette hausse demeure toutefois inférieure à celle des prix alimentaires, dont l'inflation moyenne a atteint 3,2 % au cours des neuf premiers mois de l'année.

Importations des biens durables et non durables
(en millions d'euros)



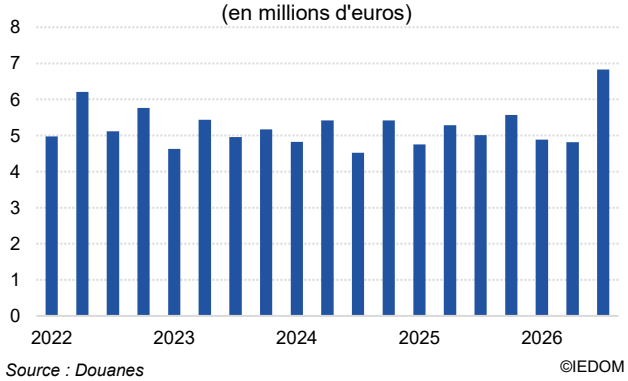
Source : Douanes

S'agissant du financement des ménages, l'encours des crédits à la consommation a poursuivi sa progression à fin septembre 2026, (+3,0 % sur un an) pour atteindre 31,5 millions d'euros. Dans le même temps, les dépôts à vue des ménages ont également continué de croître, (+4,1 % sur un an) pour se situer à 268,6 millions d'euros à la fin du troisième trimestre.

Les importations de biens d'investissement progressent

Au troisième trimestre 2026, les importations de biens d'équipement ont enregistré une forte progression, en hausse de 36,3 % sur un an. Cette dynamique a porté leur croissance à 9,9 % en cumul depuis le début de l'année, comparativement à la même période de 2025.

Importations des biens d'équipement
(en millions d'euros)



Source : Douanes

Dans le même temps, l'encours des crédits d'investissement a poursuivi sa tendance baissière. À fin septembre 2026, il s'inscrit en recul de 4,9 % sur un an.

À l'inverse, l'encours des crédits à l'habitat aux ménages a de nouveau progressé à fin septembre, affichant une hausse de 2,2 % en glissement annuel.

Un bilan contrasté pour les différents secteurs économiques

La reprise de la pêche au concombre de mer porte les prises du troisième trimestre

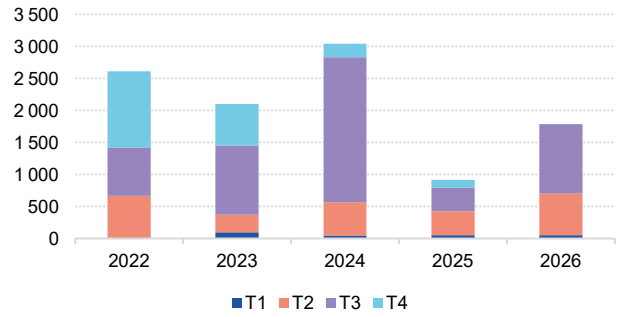
Au troisième trimestre 2026, les débarques de produits de la pêche ont atteint 1 087 tonnes, contre 366 tonnes un an plus tôt, soit un volume près de trois fois supérieur à celui observé à la même période de 2025. Cette forte progression résulte principalement de l'essor des captures de coquilles et de la reprise de la pêche au concombre de mer.

Les prises de coquilles ont en effet plus que doublé en un an, passant d'environ 291 tonnes au troisième trimestre 2025 à près de 604 tonnes au troisième trimestre 2026. Depuis le début de la saison, les volumes débarqués affichent ainsi une hausse de 134,6 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Par ailleurs, le troisième trimestre 2026 est marqué par la reprise de la pêche au concombre de mer, dont les dernières captures remontaient au quatrième trimestre 2024. Cette reprise s'explique par la réouverture des usines de transformation de Terre-Neuve aux pêcheurs de l'archipel, qui a permis la reprise de cette activité.

À l'inverse, les captures de crabe des neiges ont poursuivi leur recul. Elles se contractent de 64,0 % en glissement annuel au troisième trimestre et de 56,2 % depuis le début de la saison par rapport à 2025. Selon les professionnels du secteur, cette diminution serait principalement liée à la faible présence de l'espèce dans les eaux de l'archipel.

Prises de pêche
(en tonnes par trimestre)



Source : DTAM ©IEDOM

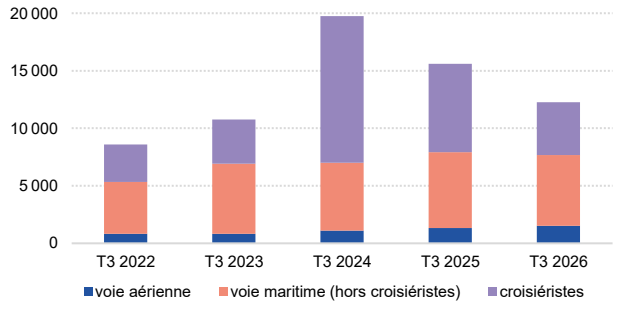
Le nombre de visiteurs étrangers recule sur les neuf premiers mois de l'année

Au troisième trimestre 2026, l'archipel a accueilli 12 591 touristes étrangers, contre 15 598 à la même période de l'année précédente, soit une baisse de 19,3 % en glissement annuel. Ce recul s'explique principalement par la diminution marquée de la fréquentation des croisiéristes, dont le nombre a chuté de 40,1 % sur un an.

En excluant les croisiéristes, la fréquentation touristique étrangère est demeurée globalement stable (+1,0 % par rapport au troisième trimestre 2025). Toutefois, en cumul depuis le début de l'année, le nombre de visiteurs étrangers recule de 3,2 %, et jusqu'à 9,6 % en intégrant les croisiéristes. Cette contraction de la fréquentation concerne à la fois la clientèle canadienne et la clientèle américaine. Comparativement à la même période de 2025, le nombre de touristes canadiens a diminué de 1,4 %, tandis que celui des visiteurs américains s'est replié de 7,6 % depuis le début de l'année.

Par ailleurs, sur les neuf premiers mois de 2026, les arrivées par voie aérienne ont progressé de 2,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. À l'inverse, les arrivées par voie maritime, hors croisiéristes, enregistrent un recul de 4,3 %.

Touristes étrangers par voie d'arrivée



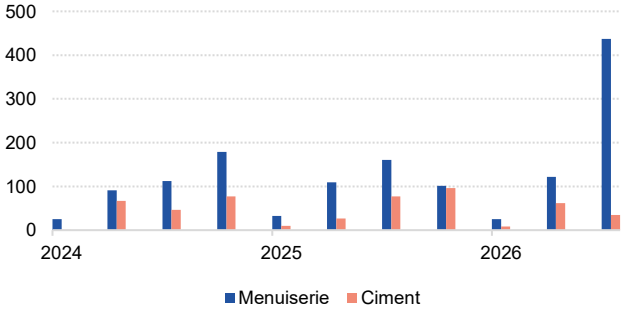
Source : Police aux frontières ©IEDOM

L'activité dans le BTP est portée par les chantiers privés

Au troisième trimestre 2026, les importations de ciment ont fortement diminué en glissement annuel, passant de 285 tonnes à 115 tonnes, soit une baisse de près de 60 % par rapport à la même période de 2025. Sur l'ensemble des neuf premiers mois de l'année, le recul apparaît toutefois plus mesuré. Les importations cumulées de ciment s'établissent à 347 tonnes, contre 379 tonnes à la même période de l'année précédente, soit une diminution de 8,4 %.

S'agissant des importations de menuiseries, une progression particulièrement marquée a été observée au troisième trimestre 2026. Les volumes importés se sont élevés à 168 tonnes, contre 62 tonnes à la même période en 2025. En cumul depuis le début de l'année, l'augmentation est également importante, avec 225 tonnes importées en 2026 contre 117 en 2025 (+93,1 %). Cette évolution s'explique notamment par l'avancement de plusieurs opérations de construction et de rénovation. Parmi celles-ci figurent des projets privés d'habitation à Saint-Pierre et dans le nouveau village de Miquelon, ainsi que les travaux de réhabilitation engagés par la CACIMA. Ces différents chantiers ont contribué à soutenir la demande en menuiseries.

Variation des importations pour le BTP
(en volume, base 100 = T4 2021)



Source : Douanes ©IEDOM

Une reprise prudente au Canada

En septembre 2026, l'économie canadienne devrait rester solide. Selon les estimations de la Banque du Canada, le PIB pourrait enregistrer une croissance de 2 % en glissement annuel au troisième trimestre 2026, après 3,3 % au précédent. Cette croissance serait portée par une demande intérieure soutenue tandis qu'après avoir été le principal moteur de la croissance au deuxième trimestre, la contribution des exportations serait négative, conséquence de la mise en œuvre des nouveaux droits de douane américains.

La persistance du conflit au Moyen-Orient, qui pèse sur les chaînes d'approvisionnement en hydrocarbures, continue de susciter des tensions inflationnistes. En effet, l'indice des prix à la consommation a enregistré +3,1 % en rythme annuel en septembre 2026 (+2,8 % en juin dernier). Cette forte hausse est principalement imputable aux prix de l'essence (+27,8 %) et, plus généralement, de l'énergie (+19,0 %). Jusqu'à présent, la hausse des coûts de l'énergie s'est principalement manifestée sur les carburants et les services de transport. Toutefois, plusieurs indicateurs suggèrent une diffusion progressive de ces pressions aux autres biens de consommation, les entreprises prévoyant d'accroître la répercussion de leurs coûts sur les prix au cours des prochains mois.

Le marché du travail est globalement stable. En septembre 2026, le taux de chômage s'établit à 6,5 %. Les créations de postes observées dans le secteur privé, principalement dans les entreprises peu exposées à la demande américaine, ont été compensées par la faiblesse de l'emploi dans les secteurs les plus dépendants du marché américain et par le recul enregistré dans le secteur public.

Dans ce contexte de croissance résiliente sous fond de tensions inflationnistes persistantes, la Banque du Canada a relevé le 28 octobre 2026, son taux directeur de 25 points de base, le portant à 2,5 %.

Sources : Banque du Canada, Statistiques Canada

L'économie mondiale reste résiliente malgré le choc énergétique qui accentue les divergences de croissance

Au troisième trimestre 2026 l'environnement économique international reste perturbé par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les marchés des matières premières connaissent une forte volatilité entretenue par la continuation du conflit et les difficultés de circulation des produits énergétiques. Ainsi, le cours du Brent connait en octobre 2026 son plus haut niveau depuis juillet 2022 à 126 USD en moyenne le baril. Parallèlement, le secteur des nouvelles technologies (en particulier les entreprises de l'intelligence artificielle) continue de concentrer des investissements massifs.

Aux Etats-Unis, la consommation des ménages et le niveau important des investissements dans les nouvelles technologies contribuent à la bonne tenue de l'économie avec un PIB qui croit de 3,4 % au troisième trimestre en rythme annualisé contre 2,2 % le trimestre précédent. L'inflation s'est établie à 3,7 % en glissement annuel en septembre 2026.

Dans la zone euro, la croissance ralentit légèrement au troisième trimestre (+0,4 % contre +0,6 % le trimestre précédent) avec des contrastes forts entre les principales économies. L'Espagne continue de croître à un rythme relativement élevé (+0,6 %) ; en Allemagne la croissance reste modeste (+0,2 %) alors qu'en France l'activité se contracte légèrement (-0,1 %) après une croissance nulle au trimestre précédent principalement le fait d'un recul de l'investissement, d'une contribution négative du commerce extérieur en partie compensés par le dynamisme de la consommation des ménages.

La hausse des prix de l'énergie contribue à l'accélération de l'inflation qui atteint 4,0 % en zone euro en octobre après 3,8 % en septembre sensiblement au-dessus de la cible de 2 % de la BCE. Le Conseil des gouverneurs a décidé le 29 octobre de maintenir ses taux directeurs inchangés, après l'augmentation de 25 points de base lors du Conseil précédent du 10 septembre. Il privilégie une approche prudente dans un contexte où les salaires et l'inflation sous-jacente restent jusqu'à présent globalement stables.

Au Japon, l'économie est particulièrement sensible à la hausse des coûts de l'énergie en raison de sa forte dépendance aux importations de produits énergétiques. En résulte une contraction du PIB japonais de 0,1 % au troisième trimestre en rythme annualisé après plusieurs trimestres de hausse. La hausse des prix pénalise la consommation des ménages mais l'investissement des entreprises (en particulier dans les équipements et les nouvelles technologies) reste bien orienté.

Les économies émergentes et en développement connaissent aussi des trajectoires contrastées selon leur exposition aux difficultés sur les marchés énergétiques et leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'Inde continue de bénéficier de perspectives de croissance favorables avec une croissance de 7,0 % prévu par le FMI pour la période 2026-2027. En Chine la croissance enregistre un léger rebond à 4,5 % sur un an au troisième trimestre (contre 4,3 % au trimestre précédent).

Source : Banque de France

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M. Urban ■ Responsable de la rédaction : M. Urban

Rédaction : D. Cattoen